

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Manosque, le 02/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI WINTHROP INDUSTRIE

45 chemin de la Meteline
04200 Sisteron

Références : DEP-MAN-2024-014
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Valernes est contrôlé chaque année afin de s'assurer de l'absence d'évolution défavorable du site.

De plus, dans le cadre de l'actualisation des prescriptions liées à la surveillance de la zone nord dans l'arrêté préfectoral du site signé le 12/12/2023, il convenait de s'assurer que l'état du site était conforme aux hypothèses retenues pour l'étude quantitative des risques sanitaires, en particulier concernant la protection des sources, résurgences et du bassin, permettant d'exclure certains scénarios d'exposition pour les éventuels promeneurs et de considérer l'absence de risque sanitaire dans ces conditions.

Enfin, il était nécessaire afin de clôturer la cessation d'activité du site, et avant de finaliser la procédure de servitudes d'utilité publique, de s'assurer de l'état de la zone SUD.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 45 chemin de la Meteline 04200 Sisteron
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de Valernes a été acquis par la société SAPCHIM-FOURNIER-CIMAG (SFC), prédécesseur de SANOFI, en 1960 et exploité de 1961 à 1965 par SFC puis de 1965 à 1973 par SAPCHIM et enfin de 1973 à 1977 par SANOFI en tant que décharge du site de production pharmaceutique de Sisteron.

Des activités de natures différentes ont été menées au droit du site :

- la zone Nord du site était dédiée à l'épandage et au brûlage d'effluents liquides et pâteux dans des fosses de décantation / infiltration creusées dans le sol naturel jusqu'à 1,5 à 4 m de profondeur. Ces effluents, essentiellement aqueux, contenaient notamment des solvants polaires, des composés organo-halogénés, des composés aromatiques volatils, des sels d'halogénures ainsi que des sels métalliques. Cette zone n'est pas concernée par le présent rapport ;
- la zone Sud (« le site » dans la suite du rapport), objet de ce présent rapport, était exploitée pour des activités de brûlage de Déchets Industriels Banals (D.I.B.) et d'Ordures Ménagères (O.M.). Afin de démarrer le brûlage, des produits inflammables auraient été utilisés.
- Le site correspond à la parcelle 614 (5 285 m²) et à une partie de la parcelle 616 (1 443 m²) de la feuille E de la ville de Valernes.

A ce jour:

- la zone SUD a fait l'objet d'une cessation d'activité complète, avec remédiation, et proposition de servitudes d'utilité publique (procédure en cours). Cette zone est donc considérée comme sortie de l'emprise ICPE du site.
- l'état résiduel de la zone Nord nécessite de poursuivre une surveillance, et de conserver les parcelles dans l'emprise ICPE du site.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des résurgences	Autre du 07/10/2020, article p 27	Sans objet
2	Piezoz Valernes Sud	Autre du 25/01/2024, article /	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la zone Nord, les hypothèses prises dans l'EQRS (Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires) sont adaptés considérant les mesures en place sur site. Les prescriptions actualisées dans l'AP du 12/12/2023 sont donc adaptés au suivi du site.

Concernant la zone Sud, l'état du site est conforme au dossier de cessation. Une fois la procédure de SUP finalisée, l'exploitant devra combler les piézomètres présents sur la zone, qui ne sera plus considérée comme faisant partie de l'emprise ICPE du site. Toutefois, en tant qu'ancienne ICPE, le préfet aura toujours la possibilité de venir prescrire des mesures particulières en tant que de besoin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des résurgences

Référence réglementaire : Autre du 07/10/2020, article p 27
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des résurgences
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a mené une démarche d'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) dans le cadre de l'évaluation de l'ancien site de stockage de déchets qu'il possède et exploite à Valernes. L'AP du site applicable au 01/01/2024, au nom du nouvel Exploitant SWI, est venu mettre à jour les prescriptions applicables à ce site (Zone Nord du site de Valernes), en considérant l'ensemble des travaux, démarches, études, et évolutions observées ces dernières années.</p> <p>L'EQRS présente une situation acceptable, en excluant toute voie d'exposition pour d'éventuels promeneurs qui passeraient en bordure de site (partie basse non clôturée), en précisant p27 :</p> <ul style="list-style-type: none">• que l'ensemble des parcelles appartenant à Sanofi [...] et donc les résurgences [...] est clôturée et non accessible au public• que les eaux du Syriez ne sont pas impactés• que les mesures de qualité de l'air sont compatibles avec une activité de promenade au droit du site. <p>Les études et analyses ayant été fournies pour les points 2 et 3, il convient donc de s'assurer que l'accès aux résurgences par d'éventuels promeneurs est bien exclu. Ce point est essentiel pour exclure le scénario d'ingestion d'eau potentiellement polluée par les promeneurs.</p> <p>Il est à préciser qu'aucun chemin de randonnée ne passe dans la zone et que la fréquentation est faible voire inexistante, mais considérant que nous sommes le long d'un cours d'eau, en pleine nature, sur des zones non clôturées, il n'est pas possible d'exclure le passage de promeneurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des résurgences ont été contrôlées le jour de l'inspection, ainsi que le bassin de collecte de ces résurgences.</p> <p>Contrairement à ce qui est indiqué dans l'EQRS de 2020, les sources ne sont pas protégées par des clôtures. Si le site est clôturé sur sa partie haute, il ne l'est pas sur la partie basse (le long du Syriez).</p> <p>Toutefois, l'ensemble des résurgences résiduelles:</p> <p>Groupe R2, R3, R4, R5, Groupe R7 Source haute et très haute.</p> <p>sont protégées (regards cadenassés, ou protections cadenassées dans les regards), empêchant tout accès aux résurgences (hors malveillance volontaire).</p> <p>La source basse, ainsi que le bassin sont eux grillagés.</p> <p>Les systèmes mis en place sont suffisants pour garantir l'absence de voie d'exposition par ingestion, et confirmer l'exclusion du scénario dans l'EQRS.</p> <p>Cependant, considérant que l'accès au site est possible, et considérant que d'autres résurgences peuvent apparaître en fonction de la pluviométrie, l'exploitant doit réaliser une inspection des talus de manière périodique afin de s'assurer de l'absence de nouvelle résurgence, et de les sécuriser le cas échéant.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a d'ailleurs été identifié une nouvelle résurgence à proximité du groupe [R7, Source haute, très haute]. L'exploitant devra mettre en œuvre une surveillance sur cette résurgence, afin de déterminer d'ici fin 2024, si cette résurgence continue à être alimentée ou non et mettre en œuvre une éventuelle captation de cette résurgence.</p> <p>Des éléments sont attendus d'ici la fin de l'année 2024. La source n'étant pas facilement accessible, il n'y a pas d'enjeu sanitaire immédiat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Piezos Valernes Sud

Référence réglementaire : Autre du 25/01/2024, article /
Thème(s) : Autre, Clôture Cessation Zone Sud
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a transmis un dossier de cessation d'activité pour la Zone Sud du site de Valernes. Ce dossier a été instruit, et la zone sortie de l'emprise ICPE du site à compter du 01/01/2024 (voir APC de décembre 2023).</p> <p>En parallèle l'exploitant a transmis un dossier de servitude d'utilités publiques proposant des restrictions d'usages de la zone considérant l'analyse des risques résiduels, et permettant de conserver la mémoire de l'activité du site.</p> <p>Sur cette zone, trois piézomètres sont toujours présents. L'exploitant doit, dans le cadre de la cessation d'activité définitive, combler, conformément aux normes applicables, les trois piézomètres présents sur cette zone (PZU1, PZU2,PZ3).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les trois piézomètres ont été visualisés sur le site et sont en bon état et cadenassés.</p> <p>Le dossier de servitudes est en cours d'instruction.</p> <p>Il est donc proposé d'attendre l'issue de l'instruction, et de procéder au comblement des piézomètres dans les trois mois suivants la signature de l'arrêté clôturant la démarche.</p> <p>L'exploitant devra alors transmettre à l'Inspection le calendrier retenu, et justifier de la conformité du comblement conformément aux bonnes pratiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite